



Russie-Chine: La naissance d'un siècle eurasiatique

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 06 juin 2014

Asia Times

Région : [Asie](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Un fantôme hante Washington, la vision inquiétante d'une alliance sino-russe combinée avec une symbiose de commerce et d'échanges de biens en expansion à travers la majeure partie du continent eurasiatique aux dépens des Etats-Unis d'Amérique (US).

Et ce n'est pas une surprise que Washington soit inquiet. Cette alliance existe déjà de diverses manières : à travers le groupe des BRICS de puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ; dans l'*Organisation de Coopération de Shanghai*, le contrepoids asiatique à l'OTAN ; au sein du G20 et les membres de 120 nations à travers le *Mouvement de non Alignés* (NAM).

Le commerce et l'échange de biens sont seulement une partie du pacte futur. Les synergies dans le développement de nouvelles technologies militaires retiennent aussi l'intérêt. A la vue du style *Star wars* du système ultrasophistiqué de défense aérienne antimissile russe prêt pour 2018, Pékin en veut une version. Pendant ce temps, la Russie est sur le point de vendre des douzaines de Sukhoi Su-35 de dernière génération aux chinois alors que Pékin et Moscou vont sceller une coopération dans le domaine de l'industrie aéronautique.

Cette semaine devrait voir les premiers vrais feux d'artifice de la célébration d'un nouveau siècle eurasiatique en gestation quand le président russe Vladimir Poutine rendra visite au président chinois Xi Jinping à Pékin.

Vous vous souvenez du « *Ductistan* » : tous ces oléoducs et gazoducs clés qui croisent de droite à gauche l'Eurasie pour former le vrai système circulatoire de la vie de la région. Maintenant il semble que le dernier accord de *Ductistan* sera aussi signé pour un montant de 1 trillion [million de millions] de dollars et 10 ans de préparation. Dans cet accord le géant énergétique russe contrôlé par l'État, *Gazprom*, acceptera de fournir *China National Petroleum Corporation* (CNPC), le géant contrôlé par l'État, 3 750 milliards de pieds³ quotidiens de gaz naturel liquide pendant au moins par 30 ans, à partir de 2018. C'est l'équivalent d'un quart des exportations de gaz de la Russie vers toute Europe. L'actuelle demande quotidienne de gaz de la Chine est de près des 16 Milliards de pieds³ quotidiens et l'importation couvre 31,6 % de la consommation totale.

Il est possible que *Gazprom* reçoive encore la principale partie de ses bénéfices de l'Europe, mais l'Asie pourrait être son Everest. La compagnie utilisera cette méga affaire pour augmenter les investissements en Sibérie orientale et toute la région sera aussi reconfigurée comme un centre privilégié de distribution de gaz pour le Japon et la Corée du Sud. Si vous voulez savoir pourquoi aucun pays clef de l'Asie n'a été disposé à « isoler » la Russie au milieu de la crise ukrainienne - et en défiant le gouvernement d'Obama - il ne

faut pas chercher au-delà du *Ductistan*.

Exit le pétrodollar, le « gaz-o-yuan » arrive

Et ensuite, en parlant d'inquiétude à Washington, il faut considérer le sort du pétrodollar, ou plutôt la possibilité « thermonucléaire » que Moscou et Pékin se mettent d'accord pour le paiement de l'accord Gazprom-CNPC non en pétrodollars mais en yuans chinois.

On peut difficilement imaginer un glissement plus tectonique, avec le croisement du *Ductistan* et une coopération croissante politico-économico-énergétique sino-russe. À côté, apparaît, la possibilité future d'une impulsion, dirigée de nouveau par la Chine et la Russie, vers une nouvelle monnaie de réserve internationale - en réalité un panier de monnaies - qui remplace le dollar (au moins dans les rêves optimistes de membres des BRICS).

Juste après le sommet décisif sino-russe viendra un sommet des BRICS au Brésil en juillet. Cela quand la banque de développement des BRICS de 100 milliards de dollars, annoncée en 2012, verra officiellement le jour comme alternative potentielle au *Fonds monétaire international* (FMI) et à la Banque Mondiale comme source de financement des projets pour le monde en développement.

Le « gaz-o-yuan » reflète plus qu'une coopération des BRICS pour esquiver le dollar, comme dans le cas du gaz naturel acheté et payé en devise chinoise. *Gazprom* envisage même d'émettre des titres en yuans comme moyen de planification financière de son expansion. Des titres en yuans sont déjà échangés à Hong Kong, à Singapour, à Londres et plus récemment Francfort.

Rien ne pourrait être plus sensé pour le nouvel accord de *Ductistan* que de le libeller en yuans. Pékin paierait *Gazprom* dans cette monnaie (convertissable en roubles) ; *Gazprom* accumulerait les yuans et la Russie achèterait alors la myriade de biens et de services faits en Chine en yuans convertissables en roubles.

C'est connu que les banques de Hong-Kong, de la *Standard Chartered* à la *HSBC* - ainsi que d'autres étroitement liées à la Chine par des accords commerciaux - se sont diversifiées en Yuans, ce qui implique qu'il pourrait devenir l'une des monnaies de réserve de facto avant d'être totalement convertible (Pékin travaille officieusement à un yuan totalement convertible en 2018).

L'accord sino-russe sur le gaz est lié de façon inextricable à la relation énergétique entre l'*Union Européenne* (UE) et la Russie. Après tout, la principale part du PIB russe provient des ventes de pétrole et de gaz, ainsi que son influence sur la crise de l'Ukraine. De son côté, l'Allemagne dépend de la Russie pour un lourd 30 % de son approvisionnement en gaz naturel. Cependant, les impératifs géopolitiques de Washington - nourris par l'hystérie polonaise - ont mené à pousser Bruxelles à trouver des façons de « punir » Moscou dans la future sphère énergétique (mais sans mettre en danger les relations actuelles dans le domaine de l'énergie).

Il y a des rumeurs persistantes à Bruxelles ces jours-ci sur l'annulation possible du gazoduc *South Stream*, projet de 16 milliards d'euros, dont la construction devrait commencer en juin. Une fois terminé, il devrait pomper encore plus de gaz naturel russe vers l'Europe, dans ce cas sous la mer Noire (en évitant l'Ukraine) par la Bulgarie, Hongrie,

Slovénie, Serbie, Croatie, Grèce, en Italie et Autriche.

La Bulgarie, la Hongrie et la République Tchèque ont déjà fait comprendre qu'ils sont fermement opposés à toute annulation. Et probablement l'annulation n'est pas à l'ordre du jour. Après tout, l'alternative unique évidente est le gaz de la mer Caspienne de l'Azerbaïdjan, et cela ne surviendra pas à moins que l'UE développe ses propres projets de construction.

En tous cas, l'Azerbaïdjan n'a pas la capacité de fournir les besoins en gaz naturel et d'autres acteurs comme le Kazakhstan, marqué par des problèmes d'infrastructure, ou le Turkménistan peu fiable, qui préfère vendre son gaz à la Chine, sont déjà hors du tableau. Et il ne faut pas oublier que *South Stream*, combiné avec des projets énergétiques subsidiaires, va créer de nombreux emplois et investissements dans plusieurs pays de l'UE parmi plus dévastées économiquement.

Malgré tout, de telles menaces de l'UE, bien qu'irréalistes, servent seulement à accélérer la symbiose croissante de la Russie avec les marchés asiatiques. Pour Pékin en particulier, c'est une situation gagnant-gagnant. Après tout, il n'y a pas de comparaison entre une énergie fournie à travers des mers surveillées et contrôlées par la marine de guerre des Etats-Unis d'Amérique et des routes terrestres stables et permanentes depuis la Sibérie.

Choisis ta propre Route de la Soie

Certes, le dollar US continue d'être la première monnaie de réserve, représentant 33 % des échanges mondiaux à la fin de 2013, selon le FMI. Cependant, le montant était de 55 % en 2000. Personne ne connaît le pourcentage en yuans (et Pékin ne communique pas), mais le FMI remarque que les réserves « *d'autres monnaies* » sur les marchés émergents ont augmenté de 400 % depuis 2003.

On peut dire que la Fed « monétise » 70 % de la dette du Gouvernement US afin d'essayer d'empêcher que les taux d'intérêt s'envolent. Le conseiller du Pentagone Jim Rickards, comme tout banquier basé à Hong Kong, tend à croire que la Fed est en faillite (bien qu'ils ne le diront pas officiellement). Personne ne peut arriver à imaginer la dimension du futur déluge possible dont le dollar pourrait souffrir au milieu d'un Mont Ararat de 1,4 trillions de dérivés financiers.

Il ne faut pas penser qu'il s'agirait de la fin du capitalisme occidental, néanmoins, seulement la décadence de la foi économique régnante, du néolibéralisme, qui est encore l'idéologie officielle des US, de la majorité écrasante de l'Union Européenne et de certaines parties de l'Asie et de l'Amérique du Sud.

En ce qui concerne ce que l'on pourrait appeler le « néolibéralisme autoritaire » de l'Empire du Milieu : qu'est-ce qui peut ne pas plaire pour le moment ? La Chine a démontré que c'est le résultat d'une alternative orientée du modèle capitaliste « démocratique » occidental pour des nations qui veulent réussir. C'est de construire pas une, mais une myriade de, nouvelles Routes de Soie, des connexions massives de chemins de fer à grande vitesse, de ports, et des réseaux de fibres optiques, de pipelines à travers des parties immenses de l'Eurasie. Celles-ci incluent une route du Sud-est Asiatique, une route de l'Asie centrale, une « route maritime » de l'océan indien et même un chemin de fer à travers de l'Iran et de la Turquie qui arrive à l'Allemagne.

En avril, quand le président Xi Jinping a s'est rendu à Duisburg au bord du Rhin, avec le plus grand port du monde dans les terres et directement au cœur de l'industrie de l'acier de la Ruhr en Allemagne, il a fait une proposition audacieuse : on devrait construire une nouvelle « une Route économique de la Soie » entre la Chine et l'Europe, sur la base du chemin de fer Chongqing-Xinjiang-Europe qui va déjà de la Chine au Kazakhstan, ensuite à travers de la Russie, la Biélorussie, la Pologne, et finalement l'Allemagne. C'est 15 jours en train, 20 jours de moins que les cargos naviguant depuis le littoral oriental de la Chine. Cela représenterait le dernier tremblement de terre décisif géopolitique en terme d'intégration de la croissance économique à travers de l'Eurasie.

Il faut rappeler que, s'il n'y a pas de changements radicaux, la Chine est sur le point de se convertir, et de se maintenir, comme puissance économique globale numéro un, une position dont elle a joui pendant 18 des 20 derniers siècles. Mais ne le dites pas aux hagiographes de Londres, ils croient encore que l'hégémonie US durera, bon, éternellement.

Le chemin vers la Guerre Froide 2.0

Malgré de graves problèmes financiers récents, les pays du BRICS ont délibérément travaillé à devenir une antithèse de l'original G8 – après avoir expulsé la Russie en mars – à nouveau un Groupe de 7 soit le G7. Ils sont impatients de créer une nouvelle architecture mondiale pour remplacer celle qui a été imposée après la Deuxième Guerre mondiale et se considèrent comme un défi potentiel au monde « exceptionnaliste » et unipolaire que Washington imagine pour notre avenir (avec lui même comme *robocop* mondial et l'OTAN comme sa force *robocop*). L'historien et animateur impérialiste Ian Morris dans son livre « *War ! What is it Good For* » ?, a défini les USA comme le « *globocop* » [gendarme mondial] décisif et « le dernier meilleur espoir de la Terre ». Si ce *globocop* « se fatigue de son rôle », écrit-il, « il n'existe pas de plan B ».

Eh bien, un plan BRICS existe, ou du moins c'est ce que les BRICS aimeraient croire. Et quand les BRICS agissent dans cet esprit sur la scène mondiale, ils évoquent rapidement un mélange curieux de crainte, hystérie et de combativité dans *l'establishment* de Washington.

Prenons Christopher Hill comme exemple. L'ex secrétaire d'État adjoint pour l'est de l'Asie et ambassadeur US en Irak est maintenant conseiller de *l'Albright Stonebridge Group*, une entreprise de consulting très liée à la Maison Blanche et au Département d'État. Quand la Russie était « à terre et hors jeu », Hill avait l'habitude de rêver d'un « nouvel ordre mondial » sous hégémonie US. Maintenant, que ces russes peu reconnaissants ont méprisé ce que « l'Occident leur offrait » – c'est-à-dire « un statut social spécial avec l'OTAN, une relation privilégiée avec l'Union Européenne et une coopération internationale dans des efforts diplomatiques » – ils sont, à son avis, entrain d'essayer de ressusciter activement l'empire soviétique. Traduction : si vous n'êtes pas des vassaux, vous êtes contre nous. Bienvenus dans la Guerre Froide 2.0.

Le Pentagone a sa propre version de cela, dirigée pas tant contre la Russie que contre la Chine qui, son *think-tank* sur les guerres futures l'affirme, est déjà en guerre avec Washington par de nombreuses façon. Par conséquent, si ce n'est pas *l'Apocalypse* maintenant, ce sera *l'Armageddon* demain. Et il va sans dire que pour toute chose qui va mal, tandis que le gouvernement d'Obama « pivote » de visu vers l'Asie et les médias US se gargarisent d'une renaissance de la « politique de contention » de l'ère de la Guerre Froide dans le Pacifique, c'est la faute de la Chine.

S'enfonçant dans une folle précipitation vers la Guerre Froide 2.0, quelques faits risibles se font jour sur le terrain : le gouvernement US, avec 17,5 milliards de dollars de dette, envisage un affrontement financier avec la Russie, le plus grand producteur mondial d'énergie et importante puissance nucléaire, de même qu'il promet aussi un encerclement économique militairement insoutenable autour de son plus grand créancier : La Chine.

La Russie affiche un important excédent commercial. Les gigantesques banques chinoises n'auront aucun problème pour aider les banques russes si les fonds occidentaux s'épuisent. En termes de coopération inter-BRICS, peu de projets dépassent l'oléoduc de 30 milliards de dollars qui est planifié et qui s'étendra de la Russie vers l'Inde à travers le nord-ouest de la Chine.

Les compagnies chinoises discutent déjà avec empressement de la possibilité de participer à la création d'un couloir de transport de la Russie vers la Crimée, ainsi que d'un aéroport, un chantier naval, et un terminal de distribution de gaz naturel liquide sur place. Et un autre gambit [sacrifice en échecs] « thermonucléaire » est en cours : la naissance d'un équivalent pour le gaz naturel de l'*Organisation de Pays exportateurs de Pétrole* qui inclurait la Russie, l'Iran, et comme on le dit le mécontent allié des US, le Qatar.

Le (tacite) plan à long terme des BRICS implique la création d'un système économique alternatif qui inclut une corbeille de monnaies adossés à l'or qui laisserait de côté l'actuel système financier mondial centré sur les USA (ce n'est pas une surprise que la Russie et la Chine accumulent tout l'or possible). L'euro - une monnaie saine adossée sur de grands marchés de titres liquides et d'immenses réserves d'or - serait aussi la bienvenue.

Ce n'est pas un secret à Hong Kong que la *Bank of China* a utilisé un réseau SWIFT parallèle pour réaliser toute sorte de commerce avec Téhéran, qui est placé sous un régime dur de sanctions de la part des États-Unis d'Amérique. Comme Washington manie *Visa* et *Mastercard* comme armes dans une campagne croissante dans le style Guerre Froide contre la Russie, Moscou se propose à mettre en œuvre un système alternatif de cartes de paiement et de crédit qui ne soit pas contrôlé par l'industrie financière occidentale. Un chemin plus facile encore serait d'adopter le système chinois d'Union de Paiements dont les opérations ont déjà dépassé *American Express* volume global.

Je pivote juste sur moi-même

Il est probable qu'aucun « des pivots » du gouvernement d'Obama vers l'Asie puissent contenir la Chine (et la menacer à travers le contrôle des voies maritimes de l'énergie par la Marine de guerre US) réussisse à ce que Pékin s'éloigne de sa stratégie dite de « développement pacifique », inspirée de Deng Xiaoping, ayant l'intention de devenir une puissance commerciale mondiale.

Pas plus que le déploiement avancé de troupes US ou de l'OTAN en Europe Orientale et d'autres actes de style Guerre Froide ne dissuaderont Moscou d'un soigneux jeu d'adresse : s'assurer que la sphère d'influence russe en Ukraine demeure forte sans compromettre le commerce et les échanges, ainsi que les liens politiques avec l'Union Européenne, surtout, avec l'associé stratégique, l'Allemagne. C'est le *Saint Graal* de Moscou : une zone de libre-échange de Lisbonne à Vladivostok qui se reflète, (pas par hasard), dans le rêve chinois d'une nouvelle *Route de la Soie* jusqu'à l'Allemagne.

Pour sa part, Berlin, de plus en plus vigilante au sujet de Washington, déteste l'idée que

l'Europe soit attrapée dans les griffes d'une Guerre Froide 2.0. Les dirigeants allemands ont des problèmes plus importants, y compris la tentative de stabiliser une UE branlante tandis qu'il faille éviter une faillite économique en Europe méridionale et centrale et l'avancée des partis de droite de plus en plus extrémistes.

De l'autre côté de l'Atlantique, le président Obama et ses hauts fonctionnaires donnent vraiment l'impression à se trouver pris dans leurs propres pivots, vers l'Iran, vers la Chine, vers les zones frontalières orientales de la Russie, et (inaperçus) vers l'Afrique. L'ironie de toutes ces manœuvres –militaires pour commencer – est qu'en réalité elles aident à ce que Moscou, Téhéran et Pékin renforcent leur propre stratégie en Eurasie et dans d'autres lieux, comme cela se voit en Syrie ou, fondamentalement dans plus d'accords énergétiques. Ils aident à renforcer aussi la coopération croissante stratégique entre la Chine et l'Iran. L'incessant discours du « *ministère de la vérité* » de Washington sur tous ces événements ignore soigneusement maintenant le fait que sans Moscou, l'« Occident » ne se serait jamais assis pour discuter un accord nucléaire définitif avec l'Iran ou n'aurait obtenu un accord de désarmement chimique de Damas.

Quand les disputes entre la Chine et ses voisins de la Mer du Sud de la Chine et entre ce pays et le Japon sur les îles Senkaku/Diaoyou s'ajouteront à la crise de l'Ukraine, la conclusion inévitable sera que la Russie et la Chine considèrent que leurs zones frontalières et voies de navigation maritime sont propriété privée et ne vont pas accepter tranquillement les défis – qu'ils soient liés à une expansion de l'OTAN, un encerclement militaire US, ou aux boucliers anti-missiles. Ni Pékin, ni Moscou, ont un penchant pour la forme usuelle d'expansion impérialiste, malgré la version des événements qui est actuellement donnée au public occidental. Leurs « lignes rouges » continuent d'être de nature essentiellement défensive, et peu importe les intimidations utilisées pour les protéger.

Quel que soit ce que Washington veut, craint ou essaie d'empêcher, les faits sur le terrain suggèrent que dans les prochaines années Pékin, Moscou, et Téhéran s'approcheront, lentement mais sûrement, créant un nouvel axe géopolitique en Eurasie. Pendant ce temps, les USA perplexes, semblent complices dans la déconstruction de leur propre ordre mondial unipolaire, tandis qu'ils offrent aux BRICS une véritable occasion d'essayer de changer les règles du jeu.

La Russie et la Chine en mode pivot

Dans le monde des *think-tanks* de Washington, a été renforcée la conviction de que le Gouvernement Obama devrait se focaliser dans une réédition de la Guerre Froide grâce à une nouvelle version de la politique de contention pour « limiter le développement de la Russie comme puissance hégémonique ». La recette : armer les voisins des États de la Mer Baltique pour « contenir » la Russie. La Guerre Froide 2.0 existe parce que du point de vue des élites de Washington la première n'a jamais réellement pris fin.

Cependant, tout autant que les USA peuvent lutter contre l'émergence d'un monde multipolaire, avec des puissances multiples, les faits économiques sur le terrain montrent régulièrement de telles tendances. La question demeure : le déclin de l'Hégémon sera-t-il lent et raisonnablement ou entraînera t-il avec lui le monde entier dans ce qui a été appelé l'option « Samson » ?

Tandis que nous contemplons le déroulement du spectacle, sans que le coup final soit en

vue, il faut rappeler qu'une nouvelle force grandit en Eurasie et que l'alliance stratégique sino-russe menace de dominer sa région vitale loin de ses contours. Maintenant c'est un cauchemar aux proportions « *Mackinderesques* » du point de vue de Washington. Il faut penser, par exemple, à comment le verrait Zbigniew Brzezinski, l'ex- conseiller national à sécurité, devenue un mentor dans la politique mondiale du président Obama.

Dans son livre de 1997 « *The Grand Chessboard* » [le grand échiquier], Brzezinski argumente que « la lutte pour la primauté mondiale continuera à se jouer » sur l' « échiquier » de l'Eurasie, dont « l'Ukraine était un pivot géopolitique ». « Si Moscou récupère le contrôle de l'Ukraine », a-t-il écrit alors, la Russie « récupérera automatiquement les moyens pour devenir le puissant État impérial, embrassant l'Europe et l'Asie ».

Ceci demeure le principal soutien rationnel à la politique impériale de contention US – des voisins européens de la Russie à la Mer du Sud de la Chine. Cependant, sans une fin de partie à l'horizon, il faut garder l'œil sur un virage de la Russie vers l'Asie, la Chine pivotant de par le monde et les BRICS travaillant intensément à la tentative de réaliser un nouveau Siècle Eurasiatique.

Pepe Escobar

Article original : « [China pivot fuels Eurasian century](#) », Asia Times

[Asia Times](#). Hong Kong, le 19 mai 2014.

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 2 juin 2014.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une œuvre en www.elcorreo.eu.org.

Pepe Escobar est journaliste et l'auteur de : « [Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) » (Nimble Books, 2007) ; « [Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge](#) » ; « [Obama does Globalistan](#) » (Nimble Books, 2009).

La source originale de cet article est Asia Times
Copyright © [Pepe Escobar](#), Asia Times, 2014

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca